

POUR UNE NOUVELLE APPROCHE DE LA SÉCURITÉ EURO-ATLANTIQUE

Hall Gardner, Vladimir Ivanov, David Teurtrie

L'Esprit du temps | « Outre-Terre »

2013/3 N° 37 | pages 239 à 242

ISSN 1636-3671

ISBN 9782847952490

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-outre-terre-2013-3-page-239.htm>

Pour citer cet article :

Hall Gardner *et al.*, « Pour une nouvelle approche de la sécurité euro-atlantique », *Outre-Terre* 2013/3 (N° 37), p. 239-242.
DOI 10.3917/oute1.037.0239

Distribution électronique Cairn.info pour L'Esprit du temps.

© L'Esprit du temps. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Pour une nouvelle approche de la sécurité euro-atlantique

Hall Gardner, Vladimir Ivanov, David Teurtrie¹

Le sommet de Chicago de mai 2012 avait officiellement entériné le soutien des pays membres de l'OTAN à la poursuite du projet de bouclier antimissile. Malgré les fortes réticences exprimées par le candidat Hollande, le nouveau président français justifia son ralliement par une « nécessité pragmatique ». Sans doute François Hollande, à peine entré en fonctions, ne pouvait-il pas véritablement peser sur ce dossier. Pourtant, si cette posture pragmatique était nécessaire à court terme, la France et l'Europe ne pouvaient s'en satisfaire à l'avenir, sauf à poursuivre l'attentisme désinvolte dont elles avaient fait preuve jusque-là. Faut-il rappeler que le bouclier antimissile était largement imposé par Washington à des partenaires européens divisés et inaudibles ?

Laisser Moscou et Washington s'opposer sur ce dossier n'accroissait pas seulement les risques d'une nouvelle « guerre froide », mais reléguait à nouveau l'Europe au rang de simple spectateur d'un jeu qui la dépassait tout en lui faisant endosser la majorité des risques. Loin d'augmenter la sécurité du continent européen, le projet – associé à la tentation de l'élargissement continu d'une OTAN « globalisée » – conduisait à un retour à la course aux armements et augmentait les risques de déstabilisation régionale. En effet, Moscou considérait que le déploiement d'intercepteurs capables d'abattre des missiles balistiques intercontinentaux (MBI) constituait une menace directe pour sa capacité de dissuasion. Les autorités russes soupçonnaient le bouclier européen de n'être qu'un élément d'un dispositif global, le *National Missile Defense*, mis en place par les États-Unis afin de sanctuariser le territoire américain. Une telle perspective menaçait l'ensemble des équilibres mondiaux en réduisant à néant les capacités de dissuasion de la Russie sans parler des autres puissances nucléaires comme la France. À l'échelle du continent européen, la Russie voyait dans ces installations en Europe orientale un succédané de la politique de cordon sanitaire visant à empêcher la formation d'une « grande Europe » que Moscou appelait de ses vœux.

La réponse russe à ces projets fut pour le moins inquiétante. Les autorités russes menaçaient notamment d'installer des armes nucléaires à Kaliningrad et prévenaient que les risques d'implication de la Russie dans des conflits locaux (à l'image de la

¹ Professeur et directeur des Études internationales et comparatives, The American University of Paris, <hgardner@aup.edu> ; Vladimir Ivanov, directeur du Centre de l'EastWest Institute, Moscou <vivanov@ewi.info> ; David Teurtrie, chercheur au Centre de recherches Europes Eurasie (CREE) de l'INALCO, <david.teurtrie@inalco.fr>.

guerre en Géorgie d'août 2008) pourraient augmenter significativement. La Russie pourrait également suspendre l'application du traité New START d'avril 2010. De son côté, Washington avait annoncé qu'il cesserait les échanges de données avec la Russie dans le cadre du Traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE), Moscou ayant suspendu sa participation au FCE en 2007. Dès lors, il y avait un vrai risque de nouvelle course aux armements nucléaires et conventionnels en Europe. À cet égard, les Européens devaient avoir bien conscience que les menaces russes ne relevaient plus de la simple rhétorique : alors que les puissances européennes (et dans une moindre mesure américaine) étaient contraintes de restreindre les budgets alloués aux dépenses militaires, la Russie, qui avait fait un effort remarquable de démilitarisation de son économie depuis deux décennies, s'était engagée dans un processus de réarmement sans précédent depuis la fin de la Guerre froide. Les dépenses militaires russes augmentent très rapidement et avaient déjà dépassé celles de la France et de la Grande-Bretagne – du jamais vu depuis deux décennies.

Dans ces conditions, les enjeux stratégiques ne pouvaient être relégués au second plan par des responsables européens plus préoccupés par la crise économique et financière. Ils leur étaient en réalité indissociablement liés dans la mesure où une nouvelle course aux armements serait un fardeau économique et financier difficilement soutenable pour l'Europe. De même, même si Vladimir Poutine entretenait l'espoir que les dépenses militaires puissent participer de la modernisation technologique de la Russie, le niveau de dépenses envisagé pourrait plomber un budget russe très dépendant des exportations d'hydrocarbures vers une Europe en crise... La nécessité pragmatique plaide donc elle aussi en faveur d'une implication plus active de la France et de l'Europe afin de faire baisser les tensions russo-américaines. De fait, exprimer plus fortement les réticences de la France et d'autres acteurs européens vis-à-vis du bouclier antimissile devait également conforter tous ceux qui, au sein de l'Administration américaine, étaient opposés à ce projet coûteux porté par le lobby militaro-industriel. En effet, l'opposition de la Russie a plutôt tendance à renforcer les tenants de la ligne dure, tandis que des critiques constructives venant des alliés européens sont beaucoup mieux perçues à Washington. De même, il serait sans doute temps que les élites d'Europe centrale et orientale prennent conscience que ces projets, loin de renforcer la sécurité régionale, ne font qu'exacerber les tensions dans la région, ce qu'ont déjà compris, semble-t-il, leurs opinions publiques...

De fait : Washington a désormais « restructuré » en mars 2013 son bouclier antimissile européen pour apaiser Moscou. Cependant, il ne s'agit pas seulement de porter la critique, il faudrait que les Européens deviennent une véritable force de proposition pour une nouvelle architecture de sécurité euro-atlantique. Les États-Unis et l'Europe devraient répondre à la proposition émise en juin 2008 par Dmitri Medvedev laquelle vise à unifier l'espace euro-atlantique de Vancouver à Vladivostok. Pour

ce faire, plusieurs axes peuvent être explorés. La France et ses partenaires européens devraient relancer l'Europe de la défense afin d'imposer à Moscou et Washington le troisième partenaire de poids qui fait pour l'instant défaut. Un dialogue OTAN-Europe-Russie serait plus équilibré et constructif et permettrait de mieux prendre en compte les intérêts spécifiquement européens. Par ailleurs, il faudrait également s'interroger sur la pertinence du conseil OTAN-Russie mettant sur un pied d'égalité une structure multilatérale avec un pays extérieur. Une structure qui fait craindre à juste titre aux pays d'Europe orientale (membres ou non de l'OTAN) d'être marginalisés au profit du dialogue russo-occidental. Pourquoi ne pas prendre Moscou au mot quand il affirme vouloir renforcer l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC) des États postsoviétiques en faisant de cette structure un partenaire à part entière de l'OTAN ? Cela permettrait de reconnaître à Moscou un rôle spécifique dans la sécurité collective du continent tout en associant ses voisins à un dialogue euro-atlantique dont ils sont pour le moment exclus : les pays d'Asie centrale et du Caucase, justement indispensables à la stabilisation de l'Afghanistan et aux prises directes avec l'Iran. On pourrait alors remplacer un conseil OTAN-Russie qui a manifestement montré ses limites par un conseil OTAN-UE-OTSC. Cette structure pourrait mettre en place des mécanismes de sécurité euro-atlantique efficaces et acceptables par toutes les parties.

Dans le même esprit, et ce afin de ne pas laisser penser à la Chine qu'un tel rapprochement serait tourné contre elle, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) pourrait s'associer à l'Organisation de coopération de Shanghai (OSC) afin de promouvoir la stabilité et la coopération à l'échelle eurasiatique.

À l'échelle régionale, il s'agirait de promouvoir la coopération sécuritaire interétatique indépendamment de la logique de bloc et des structures existantes. Un tel mécanisme serait particulièrement bienvenu en mer Baltique, en mer Noire et en Méditerranée, régions de contact entre les intérêts russes et occidentaux où les conflits gelés et les tensions internationales créent une situation d'insécurité. Les États riverains de la mer Noire ont déjà fait un pas dans ce sens avec la création du groupe de coopération navale *Blackseafor* en 2001. Il s'agirait d'élargir et de pérenniser ce genre de coopération régionale en créant des centres régionaux de coordination politique dans les domaines de la sécurité et de la prévention des conflits. Ces centres pourraient être installés respectivement à Kaliningrad, Sébastopol et Chypre avec le soutien de l'OTAN, de l'OTSC et de l'UE. Dans le même ordre d'idées, l'organisation de survols conjoints OTAN-OTSC le long des frontières communes serait susceptible de rétablir la confiance et de prévenir les tensions potentielles entre les membres des deux organisations. Ainsi, la coopération dans le domaine de la défense et de la sécurité, en s'effectuant à plusieurs échelles et selon des schémas institutionnels différenciés, devrait permettre d'introduire plus de fluidité dans les

relations interétatiques afin de créer un vaste espace de sécurité et de coopération euro-atlantique.

Quelles que soient les solutions retenues, il faudrait que la France et ses partenaires européens s'impliquent beaucoup plus activement dans la sécurité du continent afin d'enrayer la montée des tensions entre Washington et Moscou et de garantir la paix et la stabilité en Europe.